Burundi : l'opposition exige l'annulation de l'enregistrement des électeurs

@rib News, 10/12/2014 â€" Source AFP Les 18 partis d'opposition du Burundi, unis pour la première fois, ont demandé mercredi à la commission électorale "l'annulation" des opérations d'inscription sur les listes électorales, accusant de "fraude massive" le parti au pouvoir. Depuis le début, fin novembre, du processus conduit par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), médias, opposition et société civile ont dénoncé des fraudes et des irrégularité "Depuis que le processus d'enrà lement des ©lecteurs a commencé, la Céni a déjà reçu les preuves innombrables d'une opération de fraude massive organisée par le parti au pouvoir", ont affirmé les dirigeants des partis d'opposition dans une lettre adressée à la commission. "Nous vous demandons d'annuler le résultat du pseudo-enrà lement", ont-ils ajouté dans cette lettre dont copie a été distribuée à la presse, dénonçant notamment des "fraudes à la carte d'ide Une coalition de l'opposition, l'Alliance démocratique pour le changement (ADC-Ikibiri) qui regroupe une dizaine de partis, avait déià dénoncé la "distribution massive" de cartes d'identité aux membres du parti au pouvoir par les administrations locales, et leur refus d'en d©livrer aux sympathisants de l'opposition. Dimanche, l'influente conf©rence des évÃaques catholiques du Burundi avait fait état de "beaucoup d'irrégularités" dans les opérations d'enregistrement Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana a lui-même reconnu "pas mal d'irrégularités". "La Céni partage le constat qu'il y a eu un certain dysfonctionnement", a déclaré mercredi le président de la commission, Pierre-Claver Ndayicariye, lors d'une conférence de presse. "Les instruments pour l'organisation d'un scrutin juste, équitable et transparent existent", a-t-il cependant assuré, évoquant notamment "l'encre indélébile que l'on mettra sur le doigt de chaque électeur". Selon la Céni, quelque 3,2 millions d'électeurs avaient été enregistrés lundi soir, alors que l'Institu des statistiques du Burundi estime le nombre d'A©lecteurs A 4,8 millions. Le processus a A©tA© prolongA© jusqu'au vendredi 12 décembre. La communauté internationale a exprimé depuis plusieurs mois ses inquiétudes sur les tensions croissantes au Burundi à l'approche des élections de 2015, sur fond de violence politique et d'entraves aux libertés. Dans une note confidentielle qui avait fuité, l'ONU a fait état de distributions d'armes à des membres de l'aile jeunesse du parti au pouvoir, ce que Bujumbura a démenti. L'histoire de ce petit pays des Grands Lacs est jalonnée de massacres ethniques et le pays a connu une sanglante guerre civile entre 1993 et 2006. Les précédentes élections de 2010, boycottées par l'opposition, avaient débouché sur des violences.